

Projet de programme de terminale en Sciences économiques et sociales : premiers éléments d'analyse de l'APSES

Paris, le 11 juin 2019

Monsieur le Directeur général de l'enseignement scolaire, Madame la Présidente du Conseil supérieur des programmes, Messieurs les copilotes du groupe d'élaboration des projets de programmes de sciences économiques et sociales,

L'APSES a pris connaissance du [projet de programme de sciences économiques et sociales pour la classe de terminale](#) publié par le CSP ce jeudi. Nous vous adressons d'ores et déjà un certain nombre d'observations générales provisoires, accompagnées d'une analyse plus détaillée du projet, incluant des propositions d'amendements.

1. Un programme non faisable dans les temps impartis

Lors de l'audience du 22 mars dernier au CSP, nous avons remarqué que le temps effectif d'enseignement ne permettrait pas de traiter convenablement le projet de programme qui nous avait été présenté, alors prévu pour 26-27 semaines théoriques de cours.

Dans le meilleur des cas - compte tenu des périodes consacrées aux examens du contrôle continu, à la formation des enseignants, aux sorties scolaires, etc. - seules deux semaines (12 heures) pourraient être consacrées à un chapitre, évaluations et corrections incluses. Compte-tenu de la somme des savoirs inclus dans chaque chapitre du projet de programme, ce temps nous paraît nettement insuffisant à une appropriation suffisante des connaissances et de leurs enjeux par les élèves, ainsi qu'au nécessaire temps de préparation méthodologique en vue de l'acquisition des savoir-faire ou de la préparation des épreuves finales du baccalauréat, notamment de la dissertation (sans même parler de la préparation au Grand Oral).

A fortiori, nous nous inquiétons des informations récentes venant des rencontres entre les organisations syndicales et la DGESCO. Si les épreuves finales des épreuves de spécialité devaient avoir lieu avant les vacances de printemps, ce calendrier obérerait complètement la formation des élèves, en limitant l'apport des SES à deux trimestres effectifs. Dans ce cadre, l'éventuel choix d'une liste limitative de chapitres évaluables au baccalauréat, modifiable chaque année, constituerait un non-sens pédagogique.

Une formation réelle des élèves en SES ne pourra être entreprise qu'à condition que soient adoptés des allègements substantiels.

2. Davantage de thèmes soulevant des enjeux de société

Nous notons positivement que l'ensemble des 12 chapitres proposés aborde des enjeux de société susceptibles de susciter l'intérêt des élèves. En particulier, nous saluons l'introduction d'un chapitre dédié à l'étude des crises financières, celle d'un chapitre pluridisciplinaire dédié à l'environnement, ainsi que la réintroduction de la thématique de l'organisation du travail. Plusieurs chapitres apportent des améliorations par rapport au programme actuellement en vigueur.

3. Un cloisonnement disciplinaire toujours néfaste

Le maintien d'une approche disciplinaire du programme (Science économique/sociologie et science politique/regards croisés), pourtant massivement rejetée par la profession, continue cependant de poser problème. Adopter une approche "par objet" aurait permis, contrairement à ce que propose ce projet, de se faire succéder, par exemple.:

- au sein d'un thème "croissance et environnement" le chapitre "quels sont les sources et les défis de la croissance?" et "quelle action publique pour l'environnement?".
- au sein d'un thème "Travail, emploi et chômage", le chapitre "comment lutter contre le chômage" et "quelles mutations du travail et de l'emploi", aujourd'hui artificiellement séparés.
- au sein d'un thème "inégalités et justice sociale", les chapitres "Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?" et "comment est structurée la société française actuelle ?". Car comment sinon s'interroger sur la structure sociale alors même que n'auront été étudiés ni l'évolution des inégalités économiques, ni le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales, ni les instruments de mesure des inégalités économiques ?

4. Une trop faible interrogation du monde économique et social

Dans de nombreux chapitres, tout se passe comme si l'invocation en préambule d'une « neutralité axiologique » interdisait de s'interroger sur le sens du monde tel qu'il existe, aboutissant à oublier des questions essentielles :

- Le chapitre sur les « sources et défis » de la croissance ne demande même pas s'il faut poursuivre la croissance ou quel type de croissance rechercher.

- Le chapitre sur le développement du commerce international ne mentionne qu'un seul effet négatif : le creusement des inégalités au sein des pays. Ainsi, il occulte son impact sur la nature et le vivant, sur les normes sociales et environnementales, sur la concurrence fiscale et l'évasion fiscale, etc.
- Le chapitre sur l'Union européenne détaille les politiques monétaires et budgétaires, mais ne mentionne pas l'absence d'harmonisation fiscale et sociale.
- le chapitre sur les sources du chômage accorde une large place aux problèmes d'appariements et d'asymétries d'informations comme source de chômage structurel, mais ne consacre pas même une mention aux politiques de réduction du temps de travail.
- Dans le chapitre sur l'école, affirmer d'emblée que l'école vise à favoriser l'égalité des chances semble renvoyer à la seule socialisation familiale les causes des inégalités scolaires, dédouanant à peu de frais l'institution scolaire. Le chapitre ne s'interroge pas sur ce que serait une école égalitaire.
- Dans le chapitre sur l'engagement politique, l'individualisme et le calcul coûts/avantages semblent la seule explication de l'engagement des individus, occultant le fait que les individus peuvent s'engager pour des valeurs, pour transformer le monde, du fait de leurs socialisations successives.

5. Une insuffisante mise en perspective théorique et historique

On déplorera également une trop faible mise en perspective historique et théorique des questions traitées. A l'exception de Marx et Weber, aucun auteur n'est mentionné, aucun courant théorique non plus (toute référence à Keynes et aux néoclassiques disparaît par exemple), comme s'il n'était pas important que les élèves sachent que les concepts et théories en sciences sociales aient une histoire. Comme s'il fallait également leur masquer que des controverses existent encore sur les thèmes qu'ils étudient.

En général, les phénomènes étudiés ne sont pas mis en perspective historique. Le chapitre sur la croissance n'est pas même rattaché au développement du capitalisme, celui sur le commerce international à la libéralisation des échanges, etc.

6. Des titres de chapitres trop peu souvent problématisés

Si quelques titres de chapitres se distinguent par une problématisation pertinente, articulant questionnement scientifique et enjeu de société ("Comment lutter contre le chômage?"), c'est le cas de trop peu d'entre eux. Nous avons donc proposé un certain nombre de reformulations,

souvent à l'aide de sujets-débats. L'une d'entre elles nous paraît particulièrement nécessaire car il ne nous paraît pas possible de maintenir la formulation "Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?" dans la partie "regards croisés" du programme. Nous suggérons en l'espèce de la remplacer par "Inégalités et justice sociales sont-elles compatibles ?":

7. Un recul de la dimension science politique

Enfin, l'APSES déplore le recul de la dimension science politique de ce projet de programme par rapport au programme de première, qui y consacrait deux chapitres.

L'APSES a dénoncé les conditions de la « consultation » pour les programmes de seconde et de première (ayant abouti au rejet des programmes par 50 voix contre et aucune pour lors de leur examen par le Conseil supérieur de l'éducation). Des programmes scolaires ne peuvent être véritablement mis en œuvre sans l'adhésion de celles et ceux qui seront chargé.e.s de leur mise en application quotidienne dans les classes. Nous espérons donc que, cette fois-ci, les voix qui s'exprimeront au sein de la profession seront entendues

Science économique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage (et amendements APSES)	Commentaires de l'APSES
<p>Quels sont les sources et les défis limites de la croissance économique ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre le processus de croissance économique et les sources de la croissance : accumulation des facteurs et accroissement de la productivité globale des facteurs ; comprendre le lien entre le progrès technique et l'accroissement de la productivité globale des facteurs. - Comprendre que le progrès technique est endogène et qu'il résulte en particulier de l'innovation. - En prenant appui sur le développement du capitalisme, Comprendre comment les institutions (notamment les droits de propriété, les politiques éducatives et de R&D) influent sur la croissance en affectant l'incitation à investir et innover ; savoir que l'innovation s'accompagne d'un processus de destruction créatrice. - Comprendre comment le progrès technique peut engendrer des inégalités de revenus. - S'interroger sur l'opportunité et la soutenabilité d'une Comprendre qu'une croissance économique soutenable se heurte à qui entraîne des limites écologiques (notamment l'épuisement des ressources et la pollution) et que l'innovation peut aider à reculer ces limites. 	<ul style="list-style-type: none"> - il n'y a pas de mise en perspective historique du chapitre : la notion de croissance doit être rattachée au développement du capitalisme - le chapitre ne demande pas s'il faut poursuivre la croissance ou quel type de croissance rechercher, questions pourtant essentielles. - le concept de productivité globale des facteurs est trop ardu dès lors que la notion de productivité n'est dorénavant vue ni en seconde ni en première. - ne mentionner explicitement comme seule institution influençant la croissance les droits de propriété est trop réducteur, notamment vis à vis du rôle des pouvoirs publics - la mention de l'innovation comme solution pour reculer les limites écologiques auxquelles se heurte la croissance est problématique. D'une part elle induit un possible biais théorique, et d'autre part elle empiète sur le chapitre de regard croisé sur l'environnement qui mentionne explicitement les "subventions à l'innovation verte". - la mention des limites écologiques de la croissance à la fois dans le premier chapitre de « science économique » et le dernier chapitre de « regards croisés » montre d'ailleurs l'incohérence de la structuration du programme par cloisonnement disciplinaire. Ces deux

		chapitres gagneraient ainsi à se succéder au sein d'un thème "Croissance et environnement", davantage porteur de sens.
Quels sont les fondements du Faut-il favoriser le commerce international et de l'internationalisation de la production ?	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes étapes de la libéralisation des échanges internationaux - Comprendre le rôle des dotations factorielles et technologiques (avantages comparatifs) dans les échanges commerciaux et la spécialisation internationale. - Comprendre le commerce entre pays comparables (différenciation des produits, qualité des produits, et fragmentation de la chaîne de valeur). - Comprendre que la productivité des firmes sous-tend la compétitivité d'un pays, c'est à dire son aptitude à exporter. - Comprendre l'internationalisation de la chaîne de valeur et savoir l'illustrer. - Comprendre les effets induits par le commerce international : gains moyens en termes de baisse de prix, réduction des inégalités entre pays, accroissement des inégalités de revenus au sein de chaque pays ; comprendre les termes du débat entre libre-échange et protectionnisme: effets sur les prix, sur les inégalités entre et au sein des pays, sur les normes sociales et environnementales, concurrence fiscale. 	<p>Le titre du chapitre gagnerait à être formulé sous forme de sujet-débat.</p> <p>Une mise ne perspective historique est nécessaire (libéralisation des échanges internationaux)</p> <p>Quelques allègements sont nécessaires pour que le programme soit traitable. Il n'est par exemple pas nécessaire de faire référence deux fois à l'internationalisation de la chaîne de valeur.</p> <p>Chapitre qui ne mentionne qu'un seul effet négatif au commerce international : il creuse les inégalités dans les pays. Mais occulte son impact sur la nature et le vivant, sur les normes sociales et environnementales, sur le dumping et l'évasion fiscale, etc.</p>
Comment lutter contre le chômage ?	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. - Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information 	<p>Une formulation du chapitre tout à fait adéquate.</p> <p>L'introduction d'une réflexion sur la mesure du chômage et du sous-emploi est une bonne chose.</p> <p>Le chapitre propose un traitement déséquilibré au profit</p>

	<p>(salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi et RTT). - Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel. - Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail. 	<p>du chômage structurel, en passant sous silence les politiques de réduction du temps de travail</p> <p>L'absence de référence à des auteurs ou courants théoriques (néoclassiques, keynésiens...) est ici très dommageable.</p> <p>Le terme de "rigidités du marché du travail" est trop normatif, et non nécessaire au traitement du programme.</p> <p>Plus largement, une structuration du programme par objet plutôt apparaît ici largement préférable à une structuration par cloisonnement disciplinaire. Un thème "travail, emploi, chômage" permettrait de se faire succéder les chapitres "Comment lutter contre le chômage ?" et "Quelles mutations du travail et de l'emploi ?" avec bien plus de cohérence.</p>
<p>Comment expliquer les crises financières et réguler le système financier ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les principales caractéristiques de la crise financière des années 1930 et de celle de 2008 (effondrement boursier, faillites en chaîne, chute du PIB et accroissement du chômage). - Comprendre et savoir illustrer la formation et l'éclatement d'une bulle spéculative (rôle des inégalités et de la croissance de l'endettement, comportements mimétiques et prophéties auto réalisatrices). Comprendre les phénomènes de panique bancaire et de faillites bancaires en chaîne. - Connaître les principaux canaux de transmission d'une crise financière à l'économie réelle : effets de richesse négatif, baisse du prix du collatéral et ventes forcées, contraction du crédit. - Connaître les principaux instruments de régulation 	<p>L'introduction d'un chapitre dédié aux crises financières est une avancée.</p> <p>Si les effets d'une crise financière sur l'économie réelle sont abordés, ce n'est pas le cas de la relation inverse, ce qui aboutit à négliger le rôle des inégalités dans la formation des crises financières.</p> <p>Dans une optique d'allègement, l'étude de la régulation devrait être limitée au ratio de solvabilité, et l'étude des phénomènes de panique bancaire supprimée,</p>

	du système bancaire et financier qui permettent de réduire l'aléa moral des banques : supervision des banques par la banque centrale; via le ratio de solvabilité.	
Quelles politiques économiques dans le cadre européen de l'Union européenne: dans quelle mesure la monnaie unique profite-t-elle aux Etats membres ?	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes caractéristiques de l'intégration européenne (marché unique et zone euro, absence d'harmonisation sociale et fiscale) ; comprendre les effets du marché unique sur la croissance. - Comprendre les objectifs, les modalités et les limites de la politique européenne de la concurrence. - Comprendre comment la politique monétaire et la politique budgétaire agissent sur la conjoncture. - Savoir que la politique monétaire dans la zone euro, conduite de façon indépendante par la Banque centrale européenne, est unique alors que la politique budgétaire est du ressort de chaque pays membre mais contrainte par les traités européens ; comprendre les difficultés soulevées par cette situation (défaut de coordination, chocs asymétriques). 	<p>Chapitre dont le titre gagnerait à être formulé sous forme de sujet-débat.</p> <p>La question de l'absence d'harmonisation fiscale et sociale doit être mentionnée.</p> <p>Dans une optique d'allègement, la question des effets du marché unique et de la politique européenne de la concurrence pourrait être supprimée (et aurait gagnée à être abordée en classe de première de cette manière, en étudiant à la fois l'intérêt et les limites).</p>
Sociologie et science politique		
Questionnements	Objectifs d'apprentissage	Analyse et propositions de l'APSES
Comment est-structurée la société française actuelle ? Peut-on parler de fin des classes sociales aujourd'hui en	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir identifier les multiples facteurs de structuration et de hiérarchisation de l'espace social (catégorie socioprofessionnelle, revenu, diplôme, composition du ménage, position dans le cycle de vie, sexe, lieu de résidence). - Comprendre les principales évolutions de la 	<p>Chapitre qui aborde une thématique intéressante. La référence à deux auteurs classiques est particulièrement pertinente (mais en creux interroge sur l'absence d'auteurs dans les autres chapitres du programme)</p> <p>Le contenu du dernier item devrait permettre de donner</p>

<p>France ?</p>	<p>structure socioprofessionnelle en France depuis la seconde moitié du XXe siècle (salarisation, tertiarisation, élévation du niveau de qualification, féminisation des emplois).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber) ; comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, (articulation avec les rapports sociaux de genre), identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation. 	<p>un titre davantage problématisé au chapitre.</p> <p>Dans une optique d'allègement, il convient de limiter l'étude des facteurs de hiérarchisation de l'espace social.</p> <p>Ce chapitre pose cependant un problème important d'articulation avec le regard croisé sur les inégalités et la justice sociale : comment s'interroger sur la structure sociale alors même que n'auront pas été vus l'évolution des inégalités économiques, le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales, et les instruments de mesure des inégalités économiques? Ce point révèle à nouveau que la structuration du programme par cloisonnement disciplinaire n'est pas pertinente et qu'il est préférable d'adopter une structuration thématique. Par exemple, un thème "inégalités et justice sociale" aurait permis de se faire succéder les chapitres "Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?" et "comment est structurée la société française actuelle ?" de manière bien plus cohérente</p>
<p>Quelle est l'action de l'école sur les destins individuels et sur l'évolution de la société ?</p> <p>Dans quelle mesure l'école favorise-t-elle la mobilité sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que, dans les sociétés démocratiques, l'école transmet des savoirs et vise à favoriser l'égalité des chances ; - comprendre l'évolution, depuis les années 1950, des principaux indicateurs mesurant l'accès à l'école et à l'enseignement supérieur (taux de scolarisation, taux d'accès à un diplôme ou à un type de formation) en distinguant les processus de massification et de démocratisation. - Comprendre la multiplicité des facteurs d'inégalités de réussite scolaire (notamment, rôle de l'école, du capital culturel et des investissements familiaux, 	<p>Chapitre qui aborde des enjeux particulièrement pertinents pour les lycéen.ne.s.</p> <p>Mais affirmer d'emblée que l'école vise à favoriser l'égalité des chances semble renvoyer à la socialisation primaire les causes des inégalités scolaires, dédouanant à peu de frais l'institution scolaire. Il faudrait s'interroger sur ce que serait une école égalitaire</p> <p>Ce chapitre pose également un problème important d'articulation avec le chapitre suivant sur la mobilité</p>

	<p>socialisation selon le genre, effets des stratégies des ménages) et discuter une politique scolaire visant à davantage d'égalité dans la construction des trajectoires individuelles de formation</p>	<p>sociale : il n'apparaît pas possible de scinder les effets de l'école des causes de la mobilité sociale. Il convient donc de fusionner les chapitres sur l'école et la mobilité sociale, en les allégeant (notamment quant à certains éléments trop techniques sur la mesure de la mobilité relative)</p> <p>Le nouveau titre gagnerait à être formulé sous forme de sujet-débat.</p>
<p>Quels sont les caractéristiques contemporaines et les facteurs de la mobilité sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer la mobilité sociale intergénérationnelle des autres formes de mobilité (géographique, professionnelle). - Comprendre les principes de construction, les intérêts et les limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale. Comprendre que la mobilité observée comporte une composante structurelle (mobilité structurelle) ; comprendre que la mobilité peut aussi se mesurer de manière relative indépendamment des différences de structure entre origine et position sociales (fluidité sociale) et qu'une société plus mobile n'est pas nécessairement une société plus fluide. - À partir de la lecture des tables de mobilité, être capable de mettre en évidence des situations de mobilité ascendante, de reproduction sociale et de déclassement, et de retrouver les spécificités de la mobilité sociale des hommes et de celles des femmes. - Comprendre comment l'évolution de la structure socioprofessionnelle, les niveaux de formation et les ressources et configurations familiales contribuent à expliquer la mobilité sociale 	<p>cf remarques sur le chapitre précédent</p>

<p>Quelles mutations du travail et de l'emploi ?</p> <p>Les mutations du travail et de l'emploi fragilisent-elles leur rôle intégrateur ?</p> <p>+</p> <p>Quels sont les effets des mutations de l'organisation du travail ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir distinguer les notions de travail, activité, statut d'emploi (salarié, non-salarié), chômage ; comprendre que les évolutions des formes d'emploi rendent plus incertaines les frontières entre emploi, chômage et inactivité. - Connaître les principaux descripteurs de la qualité des emplois (conditions de travail, niveau de salaire, sécurité économique, horizon de carrière, potentiel de formation, variété des tâches). - Comprendre les principales caractéristiques des modèles d'organisation taylorien (division du travail horizontale et verticale, relation hiérarchique stricte) et post-taylorien (flexibilité, recomposition des tâches, management participatif) ; comprendre les effets positifs et négatifs de l'évolution des formes de l'organisation du travail sur les conditions de travail. - Comprendre comment le numérique brouille les frontières du travail (télétravail, travail / hors travail), transforme les relations d'emploi et accroît les risques de polarisation des emplois. - Comprendre que le travail est source d'intégration sociale et que certaines évolutions de l'emploi (précarisation, taux persistant de chômage élevé, polarisation de la qualité des emplois) peuvent affaiblir ce pouvoir intégrateur 	<p>Chapitre particulièrement intéressant, avec l'introduction ou la réintroduction de problématiques vraiment pertinentes (effets du numérique sur l'emploi, organisation du travail notamment)</p> <p>Le chapitre est cependant très dense. Puisque nous avons préconisé de fusionner les chapitres sur l'école et la mobilité sociale, nous proposons à l'inverse de scinder ce chapitre en deux chapitres distincts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - un chapitre regroupant les deux premiers items et le dernier item, centré sur le rôle intégrateur du travail - un chapitre regroupant les troisième et quatrième item consacré aux mutations de l'organisation du travail (modèles tayloriens, post-tayloriens et effets du numérique)
<p>Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée). - Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques, référence à 	<p>Chapitre pertinent, mais qui est le seul à dimension science politique.</p> <p>Les explications listées de l'engagement se restreignent à une vision utilitariste. Le calcul coût-avantage semble la seule explication de l'engagement des individus, occultant le fait que les individus peuvent s'engager pour</p>

	<p>des valeurs, phénomènes d'identification ou de loyauté, socialisations).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). - Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires. 	<p>des valeurs ou pour transformer le monde, et/ou du fait de leurs socialisations initiales.</p> <p>Dans une optique d'allègement, la question de la transformation des objets de l'action collective, de leurs acteurs et de leurs répertoires pourrait être supprimée.</p>
<p>Regards croisés</p>		
<p>Questionnements</p>	<p>Objectifs d'apprentissage</p>	<p>Analyse et propositions de l'APSES</p>
<p>Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?</p> <p>Les Inégalités sont-elles compatibles avec la justice sociale ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les grandes tendances d'évolution des inégalités économiques depuis le début du XXe siècle et comprendre que les inégalités économiques et sociales présentent un caractère multiforme et cumulatif. - Savoir interpréter les principaux outils de mesure des inégalités, statique (rapport inter-quantiles, courbe de Lorenz et coefficient de Gini, top 1%) et dynamique (corrélation de revenu parents-enfants). - Comprendre que les différentes formes d'égalité (égalité des droits, des chances ou des situations) permettent de définir ce qui est considéré comme juste selon différentes conceptions de la justice sociale (notamment l'utilitarisme, le libéralisme, l'égalitarisme libéral, l'égalitarisme strict). - Comprendre que l'importance de l'action des 	<p>Chapitre qui permet d'étudier de véritables enjeux de société, mais qui pose un problème d'articulation avec le chapitre de sociologie sur la structure sociale (cf. remarques ci-avant).</p> <p>La formulation du chapitre est cependant particulièrement problématique et doit absolument être reformulée sous forme de sujet-débat</p> <p>Dans une optique d'allègement, il ne paraît pas nécessaire d'entrer dans le détail de la mesure de la corrélation de revenu parents-enfants ou du coefficient de Gini (d'autant qu'une fraction non négligeable d'élèves ne feraient plus de mathématiques depuis la seconde) , ni d'entrer dans le détail des théories de la justice sociale.</p>

	<p>pouvoirs publics en matière de justice sociale (fiscalité, protection sociale, services collectifs, mesures de lutte contre les discriminations)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Comprendre aussi qu'elle s'exerce sous contrainte de financement et fait l'objet de débats en termes d'efficacité (réduction des inégalités), de légitimité (notamment consentement à l'impôt) et de risque d'effets pervers (désincitations). 	<p>La formulation du dernier item semble ne mettre en avant que les limites de l'intervention des pouvoirs publics</p>
<p>Quelle action publique pour l'environnement ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Savoir identifier les différents acteurs (pouvoirs publics, ONG, entreprises, experts, partis, mouvements citoyens) qui participent à la construction des questions environnementales comme problème public et à leur mise à l'agenda politique ; comprendre que ces acteurs entretiennent des relations de coopération et de conflit. - Comprendre que l'action publique pour l'environnement articule différentes échelles (locale, nationale, européenne, mondiale). - En prenant l'exemple du changement climatique : <ul style="list-style-type: none"> ● connaître les principaux instruments dont disposent les pouvoirs publics pour faire face aux externalités négatives sur l'environnement : réglementation, marchés de quotas d'émission, taxation, subvention à l'innovation verte ; ● comprendre que ces différents instruments présentent des avantages et des limites, et que leur mise en œuvre peut se heurter à des dysfonctionnements de l'action publique ; ● comprendre qu'en présence de bien commun les négociations et accords internationaux liés à la préservation de l'environnement sont contraints 	<p>L'étude de l'environnement au sein d'un chapitre dédié et sous un angle pluridisciplinaire et pluraliste est une avancée.</p> <p>Ce chapitre pose toutefois un problème d'articulation avec celui sur les sources et défis de la croissance (cf. commentaires ci-avant)</p>

	par des stratégies de passager clandestin et les inégalités de développement entre pays.	
--	--	--